



GESTION PUBLIQUE

La veille internationale en brèves

N° 74 – décembre 2016 / janvier 2017

Précisions méthodologiques

- Les Brèves et les Réactives sont élaborées à partir d'une analyse de sources d'informations et de rapports publiés tant par les administrations publiques européennes et étrangères, les organisations internationales que dans la presse, notamment.
- Leur objectif est d'apporter un éclairage comparatif sur les réformes de la gestion publique, principalement dans les pays de l'OCDE.
- Elles ne reflètent pas le point de vue de l'IGPDE.
- Pour des questions de format, nous indiquons seulement un ou deux liens ayant permis de rédiger l'information. Si d'autres ressources ont été utilisées, elles apparaissent entre parenthèses dans le corps du texte.
- La reproduction est autorisée avec mention de la source.

Note réactive du mois

N° 89 – Australie

« équilibrer l'avenir » : une stratégie proactive d'amélioration de l'égalité des genres dans la fonction publique



Au 31 décembre 2015, 41,8 % des hauts fonctionnaires fédéraux australiens (Senior Executive Service) et 58,7 % des 155 771 employés de la fonction publique fédérale étaient des femmes. D'après un rapport publié par Ernst and Young en janvier 2016, la fonction publique australienne se caractérise par un taux de féminisation assez élevé en comparaison avec les autres pays du G20. Depuis plusieurs années, la place des femmes s'est accrue, mais reste encore très insuffisante aux yeux des autorités australiennes qui ont élaboré une stratégie ambitieuse en matière d'égalité des genres dans la Fonction publique.

vmd

[en savoir plus](#)

Actualité de la gestion publique

1 - Gestion de la performance (audits, budget, indicateurs)

Espagne



Dans un rapport publié le 10 janvier, le Tribunal de Cuentas (Cour des comptes) indique que « le coût accumulé des **fonds publics employés dans le processus de restructuration bancaire atteignait, fin 2015, près de 61 milliards d'euros** ». En 2012, le pays avait bénéficié de 41,3 milliards d'euros de prêts européens. La moitié a été utilisée pour Bankia, établissement né de la fusion de sept caisses d'épargne en difficulté, que le gouvernement **vient de s'engager à privatiser avant 2019**. Selon les estimations du Fonds de restructuration bancaire et de la Banque d'Espagne, l'État n'a pour l'instant **recupéré auprès des banques que 3 à 5 milliards**. Madrid a, à ce jour, remboursé à l'Union européenne 6,6 milliards d'euros.

[en savoir plus](#)

jfa




États-Unis






« Do not pay » est un **système informatique de comparaison de données comptables** hébergé par le Trésor américain et visant à identifier et traiter les paiements irréguliers effectués par les organismes fédéraux. Or, le Government Accountability Office (Cour des comptes) fait le constat que seules trois des six bases de données, requises par la **loi de 2012 sur l'élimination et le redressement des paiements irréguliers**, sont connectées à cet outil. Toujours selon l'institution supérieure de contrôle, la procédure en vigueur ne remplit pas l'objectif fixé car **elle ne permet pas efficacement de bloquer les paiements**, la comparaison s'effectuant *a posteriori*.

[en savoir plus](#)

jfa

<p>Grèce</p> 	<p>Accord toujours difficile entre le gouvernement et l'Union européenne au sujet du règlement de la dette ; Jeroen Dijsselbloem, président de l'Eurogroupe, a indiqué que les créanciers ont accepté de poursuivre les pourparlers (interrompus suite à la décision grecque d'exempter certaines îles des nouvelles réformes), après avoir reçu une lettre du ministre des Finances, Euclide Tsakalotos, réaffirmant l'engagement d'Athènes à honorer les termes du troisième programme de sauvetage et que les mesures extraordinaires ne se renouvelleraient pas. Les ministres des Finances de la zone euro ont convenu en décembre d'introduire plusieurs mesures qui réduiraient la dette du pays d'environ 20 % d'ici à 2060.</p> <p>en savoir plus</p> <p style="text-align: right;"><i>jfa</i></p>
<p>Royaume-Uni</p> 	<p>Government Digital Services, l'agence gouvernementale pour le numérique, créée en 2011 pour « aider l'Administration à rendre ses services numériques plus simples, plus clairs et plus rapides » est critiquée par le National Audit Office (Cour des comptes). Elle a confié la mutualisation des services informatiques ministériels à deux prestataires privés. Aux 1,7 million de livres sterling d'économie annuelle attendu, les vérificateurs opposent une perte annuelle de 4 millions de livres sur deux ans et demi d'exploitation. Les opérateurs expliquent partiellement ce mauvais résultat par le fait qu'aujourd'hui tous les ministères sauf un (Transports) ont annulé leur contrat et repris la gestion de leurs systèmes d'information.</p> <p>en savoir plus</p> <p style="text-align: right;"><i>jfa</i></p>
<p>Slovaquie</p> 	<p>Le Najvyšší kontrolný úrad (Cour des comptes) et l'Institut pour la politique financière (groupe de réflexion gouvernemental piloté par le ministère des Finances) ont conclu, le 2 décembre, le mémorandum pour la mise en œuvre du programme « Value for money ». Trois secteurs, identifiés comme étant les plus coûteux (santé, transports et société de l'information), et qui représentent 40 % des dépenses publiques, vont être analysés en détail, selon la méthode conçue par l'économiste Martin Filko, à l'aune des expérimentations ayant donné les meilleurs résultats à l'étranger. Peter Kažimír, ministre des Finances, annonce une économie annuelle de 400 millions d'euros, soit 0,5 % du PIB.</p> <p>en savoir plus</p> <p style="text-align: right;"><i>jfa</i></p>

2 - Organisation et mise en œuvre du service public

<p>Canada</p> 	<p>En vertu de la Loi sur l'accès à l'information, le gouvernement fédéral envisage de désigner une troisième langue officielle : la langue des signes. La ministre chargée des Personnes handicapées, Carla Qualtrough, a demandé à ses services d'étudier les dispositifs existants (en Écosse, en Finlande, en Nouvelle-Zélande et en Suède) et souhaite que le texte soit voté fin 2017. Tout service fédéral devra alors être assuré en anglais, en français et dans les deux langues des signes (LSQ pour les francophones et ASL pour les anglophones). En 2010, le pays a ratifié la Convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées, qui invite les pays à élever la langue des signes à ce rang.</p> <p>en savoir plus</p> <p style="text-align: right;"><i>jfa</i></p>
<p>Danemark</p> 	<p>Un nouveau ministère de l'Innovation du secteur public vient d'être créé. Il est chargé de tous les dossiers liés au numérique, mais aussi à la modernisation et à l'efficacité du secteur public. Il va reprendre certaines missions jusqu'alors dévolues au ministère des Finances, ainsi que plusieurs des organismes qui y étaient rattachés dont l'agence pour la Modernisation de l'administration publique, le centre de l'Innovation publique, l'agence du Numérique et le Service interministériel des technologies de l'information. Il est dirigé par Sophie Løhde, qui était auparavant ministre de la Santé. Le pays s'est engagé, en 2016, dans une nouvelle stratégie numérique ambitieuse, avec un soutien très fort de la population.</p> <p>en savoir plus</p> <p style="text-align: right;"><i>jfa</i></p>
<p>Italie</p> 	<p>Le conseil régional de Vénétie a approuvé, le 6 décembre, un projet de loi controversé définissant la population vénitienne comme une « minorité nationale », sur la base de la langue parlée par plus de 6 millions de locuteurs (le vénitien), différente de l'italien, mais non reconnue par Rome. Luca Zaia, président de la région, veut, par cette première étape, permettre l'enseignement de la langue dans les écoles et son utilisation dans les tous services publics de la région. Ses opposants y voient une forte volonté d'indépendance, motivée par des aspects économiques car la région est l'une des plus prospères du pays. La loi doit maintenant être validée par le Conseil constitutionnel.</p> <p>en savoir plus</p> <p style="text-align: right;"><i>jfa</i></p>

Liban



Énorme défi pour le nouveau gouvernement d'union nationale : la **création d'un ministère anticorruption pour éradiquer un fléau** qui, selon le nouveau ministre, Nicolas Tueni, fait perdre au pays en moyenne 3 millions d'euros par an. Il a déclaré : « En récupérant ces sommes, nous allons augmenter nos gains et fortifier l'économie », précisant que l'éradication de la corruption **se traduirait par un bond annuel de la croissance de 5 %**. Le pays est classé 123^e par Transparency International (sur 168). La plupart des dispositifs de contrôle ont été affaiblis depuis plusieurs années par l'instabilité politique, ce qui a amené **les citoyens à former des collectifs**, dont « Nous demandons des comptes », très actif depuis 2015.

[en savoir plus](#)

jfa

3 - Qualité de service, relation à l'utilisateur, e-administration

Allemagne



Près de 45 millions de citoyens allemands disposent aujourd'hui d'une **carte nationale d'identité équipée de la fonction d'authentification électronique (eID)** pour leurs échanges avec l'Administration. Le ministère fédéral de l'Intérieur a fait le constat que **seul un tiers d'entre eux a activé cette fonction**, et ce malgré de nombreuses campagnes de communication pour en expliquer les avantages. Le gouvernement vient de décider **d'activer cette fonction par défaut pour tous les nouveaux titres délivrés**. Le texte prévoit que les titulaires qui ne souhaiteront pas bénéficier de la fonction devront **faire une démarche spécifique** pour en demander expressément le blocage.

[en savoir plus](#)

jfa

Hongrie



De nouveaux objectifs ont été fixés en matière d'**utilisation des logiciels libres dans l'Administration**. Tamás Deutsch, commissaire pour le développement des nouvelles technologies auprès du Premier ministre, a communiqué le nouveau plan du gouvernement : la **part des logiciels propriétaires devra être réduite** fin 2017 de 20 % par rapport à l'année précédente, puis de 30 % fin 2018 et de 60 % fin 2020. Un des projets pilotes de cette stratégie est le **déploiement d'une solution en ligne de formation en ligne pour les personnels des 3 152 municipalités**. Le ministère des Finances a lancé un appel d'offres européen pour la maîtrise d'ouvrage.

[en savoir plus](#)

jfa

Russie



Les autorités de la république du Tatarstan et un fonds d'investissement privé (Life.SREDA) basé à Singapour ont signé un protocole d'accord pour **introduire la technologie du blockchain dans l'administration publique**. Cette décision fait suite au lancement, en septembre, d'**InspiRussia – le premier accélérateur dédié à cette technologie** – par l'université d'Innopolis (ville-campus, située à une quarantaine de kilomètres de la capitale, Kazan, et considérée comme le nouveau centre des technologies de l'information de la Fédération de Russie) et le même fonds. Le protocole prévoit le **développement de produits et de services spécifiques pour les services publics**.

[en savoir plus](#)

jfa

Suède



Alice Bah Kuhnke, ministre de la Culture et de la Démocratie, a annoncé la création d'un comité parlementaire, dont le mandat est de **proposer un nouveau modèle économique pour le service public de l'audiovisuel**. Il devra notamment étudier les possibilités de financement complémentaires au budget de l'État. En ce qui concerne les utilisateurs qui paient actuellement une redevance, il devra **analyser la faisabilité d'accorder des exemptions** partielles ou totales et faire également des propositions pour que **les citoyens qui utilisent de nouveaux modes de réception (ordinateurs, smartphones)** contribuent également. Il devra remettre ses propositions au gouvernement pour le 30 septembre.

[en savoir plus](#)

jfa

4 - Gestion des ressources humaines

OCDE



L'organisation internationale vient de publier un **rapport sur les régimes de retraite des fonctionnaires et/ou agents publics**. Sur les 35 pays membres, 21 disposent déjà de régimes de retraite uniques pour les deux secteurs (privé et public), dix ont des régimes séparés, mais régis par des règles identiques et quatre ont des régimes de retraite totalement séparés (Allemagne, Belgique, Corée du Sud et France). Elle souligne que « dans ces pays, les futures pensions des fonctionnaires, mesurées en taux de remplacement, **sont supérieures de 20 points à celles du secteur privé**, pour une carrière complète » et **recommande fortement leur harmonisation**.

[en savoir plus](#)

jfa

Belgique



Le site publicquality.be a mis en ligne une [étude](#) sur « la **responsabilité sociétale** en tant que raison d'être de la Fonction publique ». Son auteur, Vincent Triest, conseiller général au Service fédéral Personnel et Organisation, propose une **réflexion sur la condition du fonctionnaire qui est au service de la société et de l'État** et dessine les bases d'un nouveau mode de conduite des organisations publiques : le gouvernement sociétal. Il conclut ainsi : « Ce sont les finalités sociétales des services publics qui **donnent leur sens au travail des fonctionnaires**. Chaque fonctionnaire, engagé dans une aventure collective, assume sa part de responsabilité sociétale ».

[en savoir plus](#)

jfa

Japon



Karoshi est le mot japonais qui désigne la mort par surmenage (essentiellement professionnel). Dans ce pays où la culture du travail est notoirement punitive, le gouvernement **lance une grande campagne de sensibilisation, dénommée « Premium Friday »** qui encourage tous les employés à terminer leur journée à 15 heures le dernier vendredi de chaque mois. Le ministère de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie s'est **particulièrement investi dans ce dispositif qui va entrer en vigueur en février**. De nombreux observateurs restent toutefois sceptiques sur son efficacité et expliquent que **les tentations, voire les pressions resteront fortes** pour que les heures gagnées soient effectuées à d'autres moments.

[en savoir plus](#)

jfa

Nouvelle-Zélande



L'Administration veut **augmenter la proportion de Pasifikas (population austronésienne), sous-représentés dans ses effectifs**. Initié par le ministère de l'Innovation et de l'Emploi, le programme Tupu Tai a été lancé avec le soutien de six agences gouvernementales, dans l'espoir d'améliorer les services et de **mieux refléter la diversité de la population dans les services publics**. L'initiative, conçue en collaboration avec l'université d'Auckland, vise à délivrer un **enseignement professionnel** aux étudiants *Pasifikas*, afin de **susciter la motivation** et leur offrir des carrières plus attrayantes. Aujourd'hui, les programmes de recrutement de cadres diplômés peinent à les attirer et à les retenir.

[en savoir plus](#)

jfa

Portugal



Un projet de loi visant à **porter à un tiers la part des femmes dans les conseils d'administration des entreprises publiques** d'ici à 2018 (et à 2020 pour les sociétés cotées en Bourse) a été approuvé par le gouvernement. Eduardo Cabrita, ministre adjoint à la Présidence, a déclaré que « ce texte vise surtout le secteur public car l'État doit **se montrer précurseur** sur cette question ». Les entreprises **qui s'y refuseront s'exposeront à des sanctions** : invalidation de nomination des membres du conseil d'administration dans le secteur public et pénalités financières pour les sociétés cotées en Bourse. Le taux de féminisation est actuellement de 9,7 % contre 16,6 % en moyenne en Europe.

[en savoir plus](#)

jfa

INSTITUT DE LA GESTION PUBLIQUE ET DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION : ANNE-HÉLÈNE ROIGNAN
RÉDACTEUR EN CHEF : MARCEL GUÉNOUN, DIRECTEUR DE LA RECHERCHE
COORDONNATEUR DE LA PUBLICATION : JEAN-FRANÇOIS ADRIAN
ÉQUIPE DE RÉDACTION / RELECTURE : JEAN-FRANÇOIS ADRIAN (*jfa*), VIRGINIE MA-DUPONT (*vmd*)
/ NADINE BÉRNÉTE
RÉALISATION ET MISE EN PAGE : IGPDE - BUREAU DE LA RECHERCHE

recherche.igpde@finances.gouv.fr – [@Igpde_Gp](https://twitter.com/Igpde_Gp)

<http://www.economie.gouv.fr/igpde-editions-publications/presentation-gestion-publique>

PUBLICATION MENSUELLE – ISSN 2105-0740 – © IGPDE 2017

